

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 FEVRIER 2022

1

Sous la présidence de Monsieur le Maire.

PASCAL DE SERMET – CLAUDE DULIN – ANNIE THEPAUT – MICHEL BAUVY – CHARLÈNE CAZAU – FRÉDÉRIC DUJARDIN – JEAN-PIERRE ANTONIOLI – NATHALIE ANZELIN – BENOIT AURICES – GILLES BALDAN – JÉRÉMY BANOS – ~~MAGALI CAMINADE~~ – DOMINIQUE DECUPPER – ~~VALÉRIE DELBOS GREGOIRE~~ – ~~LOÏC HERVOCHE~~ – ORLANE LIRIA – ~~MARINE MAZZACATO~~ – MICHÈLE MICHALSKI – ~~AUDREY MORET~~ – PAOLA NERIA – RAOUL ROUDET – JEAN-MARIE VANZEMBERG – GHISLAINE VICO

Absents : MME CAMINADE - MME DELBOS GREGOIRE – M. HERVOCHE

Ayant donné pouvoir : Mme MAZZACATO ayant donné pouvoir à MME ANZELIN
 Mme MORET ayant donné pouvoir à M. DULIN

Les convocations ont été adressées le 27 janvier 2022.

AFFICHÉ LE
18 FEV. 2022

COLAYRAC SAINT CIRQ

La séance est ouverte à 19 heures.

Après avoir fait l'appel, donné lecture des pouvoirs et constaté que le quorum était atteint, Monsieur le Maire fait procéder à l'élection du secrétaire de séance. Monsieur **Jérémy BANOS** est désigné à l'unanimité.

Les procès-verbaux des séances publiques précédentes, qui ont eu lieu le 6 et 20 décembre 2021, ont été approuvés à l'unanimité.

I – TE47 : CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT A LA TRANSITION ENERGETIQUE

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil de la délibération portant sur l'adhésion de la commune à la convention d'accompagnement à la transition énergétique de Territoire d'Energie Lot-et-garonne (TE 47).

Vu les statuts de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47) modifiés en dernier lieu par arrêté préfectoral en date du 20 février 2020,

Vu le code de l'énergie,

Vu l'Article R2122-8 du Code de la Commande Publique,

Vu la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 présentant un caractère d'intérêt général pour la protection de l'environnement par l'obligation pesant sur les collectivités d'une meilleure connaissance de leurs performances énergétiques et d'entreprendre des travaux d'amélioration,

Vu le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE),

.../...

Considérant l'enjeu que représentent aujourd'hui l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, TE 47 souhaite encourager et soutenir ses communes adhérentes dans la mise en œuvre d'une politique de bonne gestion énergétique.

Une convention d'accompagnement à la transition énergétique a été élaborée pour permettre aux communes de bénéficier de l'expertise technique, juridique et administrative des services de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne afin de répondre au mieux aux exigences réglementaires et aux différents enjeux énergétiques.

Les outils mis à disposition de chaque commune, au travers de cette convention et de son Annexe 1 décrivant en détail ces outils, pourront porter sur :

- Le conseil et l'accompagnement par un « Econome de flux »,
- Les audits énergétiques du patrimoine bâti,
- L'accompagnement spécifique au décret tertiaire,
- L'accompagnement au développement des ENR thermiques ou électriques,
- L'accompagnement au suivi de la qualité de l'air intérieur,
- La réalisation d'images thermiques par caméra et par drone.

Certains de ces actions seront réalisées par du personnel de TE 47. D'autres pourront sur des marchés publics lancés par TE 47, avec l'accompagnement du personnel de TE 47.

La liste de ces outils détaillés en Annexe 1 pourra évoluer dans le temps avec l'apparition de nouveaux besoins et de nouvelles actions issues de la conclusion de nouveaux marchés publics lancés par TE 47 ou de la capacité de ses pôles d'activité en interne, pour le déploiement de missions pour l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Toute nouvelle action mise en place par TE 47, qu'elle soit réalisée en interne ou acquise au travers de marchés publics (réalisées en externe), pourra profiter à la Commune suite à la modification des Annexes 1 et 2.

L'adhésion à la convention est gratuite pour la Commune et lui permet immédiatement de valoriser financièrement certains de ces travaux d'économies d'énergie grâce au dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE).

A la survenance d'un besoin, la Commune qui aura signé la convention sollicitera TE 47 par une demande écrite décrivant l'action souhaitée, accompagnée de l'ensemble des informations nécessaires à l'évaluation de la mission à remplir.

TE 47 chiffrera le coût de la ou des mission(s) à la vue des conditions financières annexées à la convention et cadrées par les divers marchés conclus.

Si TE 47 bénéficie du programme d'aide avec un partenaire financier (ADEME, REGION, FNCCR, etc...) pour le ou les prestation(s) commandée(s), la Commune en sera informée et une minoration du coût chiffré sera directement appliquée à la facturation.

En fonction des éléments transmis et des éventuelles réunions permettant de définir l'étendue et les limites des actions attendues, TE 47 enverra une proposition financière à la Commune sur la base des montants établis en Annexe 2.

Chaque action ne débutera qu'après acceptation par la Commune de la ou des propositions financières de TE 47.

Pour les actions réalisées par des acteurs externes, TE 47 percevra des frais de gestion à raison de 4% du coût TTC de celle-ci pour couvrir les frais de suivi technique, administratif et financer des opérations.

Ces coûts de prestations seront revus et corrigés à chaque reconduction de marchés et à chaque nouvelle passation de marchés passé par TE 47 ou mis en œuvre dans le cadre de groupements de commandes.

La convention proposée entrera en vigueur à compter de la date de sa signature et aura une durée de deux ans reconductibles deux fois.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, justifiant l'intérêt d'adhérer à l'accompagnement à la transition énergétique proposé par Territoire d'énergie lot-et-Garonne (TE 47), selon les modalités décrites dans la convention et ses annexes, telles que fixées par délibération du Comité Syndical de TE 47 en date du 13 décembre 2021,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, **décide :**

- d'approuver l'adhésion de la Commune à l'accompagnement à la transition énergétique proposé par TE 47 à partir du 1er mars 2022 pour une durée de deux ans reconductible deux fois ;
- de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour la signature de ladite convention et de tout document afférent à ce dossier.

Madame Anzelin demande quels seront les bâtiments concernés et est-ce que les entreprises auront accès à ces prestations.

Monsieur le Maire répond par la négative car seuls les bâtiments communaux pourront bénéficier de l'expertise du syndicat TE47, le privé n'y ayant pas accès.

Monsieur Banos se souvient qu'une délibération du même type avait déjà été prise il y a quelque temps.

Monsieur le Maire confirme que nous avons déjà conventionné avec TE47 pour adhérer à un groupement de commandes d'achat d'énergie et pour mutualiser des travaux d'isolation des bâtiments publics. L'objet de cette nouvelle convention se veut beaucoup plus large pour répondre à de nouveaux impératifs en matière de réglementation thermique sur nos bâtiments et notamment le « décret tertiaire » qui nous imposera des diagnostics obligatoires avant travaux sur les grands bâtiments très consommateurs d'énergie.

II – TE47 : PERCEPTION D'UN FONDS DE CONCOURS POUR LA COUVERTURE PHOTOVOLTAÏQUE DE LA SALLE DE TENNIS

Monsieur Dulin rapporte au Conseil que Territoire Solaire 47 est le programme développé par Territoire d'Energie Lot-et-Garonne et sa société d'économie mixte AVERGIES.

Son but est d'étudier, de financer, de construire et d'exploiter des centrales photovoltaïques sur le patrimoine des acteurs publics et parapublics du département lot-et-garonnais. La volonté des élus du comité syndical et du conseil d'administration d'AVERGIES est de permettre aux collectivités d'accueillir des centrales photovoltaïques sans avoir à investir dans les unités de production d'électricité.

Territoire Solaire 47 est un moyen concret d'atteindre les objectifs de développement de l'énergie photovoltaïque fixés par l'état dans ses projections à l'horizon 2050.

Cette offre clé en main participe à la lutte contre le changement climatique à une échelle locale. L'avantage de cette opération est de permettre à des collectivités de toutes les tailles de voir se développer des projets solaires sur leur patrimoine.

Le projet photovoltaïque développé sur le toit de la salle de tennis de Colayrac-Saint Cirq a permis d'installer 267 modules pour une puissance de 100 kWc et une production annuelle de 114 MWh/an correspondant à la consommation moyenne de 24 foyers.

Le bilan économique de l'opération présente un coût d'investissement de 82 323 euros et des frais de fonctionnement évalués à 8 094 euros sur 20 ans, durée de mise à disposition du bâtiment.

A la fin des 20 ans d'occupation, TE 47 proposera à la commune de choisir entre récupérer la centrale à titre gratuit, proroger la convention ou demander le démantèlement de la centrale qui sera à la charge de TE 47.

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne a proposé à la commune d'installer la centrale photovoltaïque imaginée et de l'exploiter pendant 20 ans grâce à une convention de mise à disposition du domaine public. Dans le cadre de cette convention, il est proposé 2 possibilités :

- Versement en moyenne d'un loyer de 3 889,00 €/an que la commune percevra pendant les 20 ans d'occupation.
- Versement d'une soulte en une fois d'un montant de 70 000€, via un fonds de concours, si la commune souhaite que les recettes de production d'énergie renouvelable contribuent à une opération de rénovation énergétique.

Le Conseil Municipal à l'unanimité, **décide** :

- d'accepter le versement d'une soulte d'un montant de 70 000€ via un fonds de concours,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Monsieur le Maire se félicite que l'action conjuguée d'Avergies et Territoire d'Energie 47 ait pu permettre cette opération qui a assuré le financement d'une partie de la restauration de la salle de tennis à savoir le désamiantage, le renforcement de la charpente et la réfection de la couverture en bacs aciers.

Nous avons commandité une nouvelle étude sur la salle de basket dont l'étanchéité de la couverture est en mauvais état et plus largement sur l'ensemble du complexe sportif (tennis, parking).

Monsieur Vanzemberg demande à quel moment la soulte sera-t-elle versée.

Monsieur le Maire répond dès que nous aurons signé la convention ad'hoc avec TE47.

Madame Michalski demande si il n'aurait pas été plus avantageux de percevoir un loyer annuel pendant 20 ans.

Monsieur le Maire répond que nous avons besoin de cette avance pour financer les travaux du tennis sans avoir à emprunter. Le delta avec la somme des loyers (7 780 €) ne couvre pas les frais financiers que nous aurions dû payer si nous avions emprunté cette somme.

Monsieur Vanzenberg questionne sur les frais d'entretien qui s'élèvent à 8 094,00€. S'agit-il d'un montant annuel ?

Le Directeur des Services répond qu'il s'agit d'une estimation du coût de l'entretien des panneaux photovoltaïques sur la durée de la location (20 ans).

Monsieur le Maire confirme que ce type d'installation nécessite peu d'entretien si ce n'est le nettoyage des panneaux de temps en temps. Il conclut en informant le Conseil de 2 projets photovoltaïques menés à Colayrac-Saint Cirq par la SEM Avergies et qui concerne la couverture des bâtiments des établissements Béade à la zone des Champs de Labarthe et un projet de panneaux photovoltaïques flottants sur le lac de l'ancienne gravière à «La Couronne».

III – CONSTRUCTIONS ILLEGALES : SAISINE EN REFERE AU TRIBUNAL JUDICIAIRE D'AGEN

Madame CAZAU rappelle au Conseil la délibération du 17 mai 2021 autorisant Monsieur le Maire à introduire devant le Tribunal Judiciaire d'Agen quatre procédures en référé pour « trouble manifestement illicite » à l'encontre de quatre propriétaires contrevenants aux règles du Code de l'urbanisme pour avoir construit ou installé divers bâtiments sans avoir obtenu au préalable les autorisations d'urbanisme nécessaires.

L'une de ces procédures, diligentée à l'encontre de Monsieur Pascal FAJARDO pour des constructions au lieu-dit « Mares » sur les parcelles cadastrées section E n^{os} 144 et 145 doit être élargie à ses deux enfants, Gino François FAJARDO né le 11 septembre 1992 demeurant à Agen (47000) 3 rue Louis Vivent et Windy FAJARDO né le 10 décembre 1988 demeurant à Colayrac-Saint Cirq (47450) au lieu-dit « Mares », qui ont reçu, chacun pour moitié, donation de la toute propriété des parcelles sus-mentionnées par acte reçu en l'étude de Maître Jérôme Roux, Notaire à Agen (47) en date du 5 mai 2021.

Le Conseil Municipal à l'unanimité, **décide :**

- l'élargissement de la procédure en référé, engagée à l'encontre de Monsieur Pascal FAJARDO, à ses deux fils Gino et Windy FAJARDO, nouveaux propriétaires indivis des parcelles cadastrées section E n^{os} 144 et 145 sises au lieu-dit « Mares » à Colayrac-Saint Cirq (47450).
- de confirmer la désignation de Maître François TANDONNET, avocat, pour représenter la commune dans ce dossier.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette procédure.

Madame Anzelin demande si il s'agit de nouvelles constructions.

Madame Cazau répond par la négative. Le propriétaire a simplement fait donation du terrain à ses 2 enfants et ce sont eux qui doivent être assignés devant le tribunal.

Madame Anzelin demande des nouvelles de la procédure correctionnelle engagée contre Monsieur Flores.

Madame Cazau confirme qu'il a été condamné à démolir sous astreinte mais qu'il a fait appel de la décision.

Monsieur le Maire qui a assisté à l'audience confirme que la Présidente du Tribunal a bien pris la mesure du problème. Il reste à espérer qu'il en sera de même pour les autres dossiers et notamment celui de Ricardo qui est en train de réaliser un véritable lotissement.

Madame Cazau espère elle-aussi que la Mairie aura gain de cause dans ces affaires. Nous avons l'obligation d'agir en justice car toutes les procédures administratives étaient restées vaines.

Monsieur le Maire déplore toutefois que l'Agglomération d'agen ne respecte pas ces obligations en matière d'accueil des gens du voyage car cela peut fragiliser nos dossiers devant le tribunal.

Monsieur Roudet confirme que plusieurs communes de l'Agglo ne répondent pas aux exigences de la loi Besson en la matière et qu'il manque des places d'accueil sur l'Agenais. Une réflexion est d'ailleurs en cours concernant la réalisation de terrains familiaux en zone constructible et non inondable qui seraient loués aux gens du voyage après aménagement. Le coût prévisionnel d'un emplacement serait de l'ordre de 100 000€. A Colayrac-Saint Cirq nous ne serions pas concernés de par le manque de foncier disponible.

IV – DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Annule et remplace la délibération du 25Mai 2020.

Monsieur le Maire ne prend pas part à la délibération.

Monsieur DULIN rappelle que l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au conseil municipal la possibilité de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, certaines de ses attributions dont il devra rendre compte régulièrement à l'assemblée.

Le Conseil Municipal à l'unanimité, **décide** :

- 1) d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- 2) de fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
- 3) de procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts ;
- 4) de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5) de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6) de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7) de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

- 8) de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9) d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10) de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11) de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12) de fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13) d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- 14) de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;
- 15) de donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 16) d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- 17) de demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;
- 18) de procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- 19) d'intenter au nom de la Commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle dans les cas suivants :
 - Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des juridictions de l'ordre administratif, y compris les juridictions spécialisées, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation dans le cadre du contentieux de l'annulation, de la responsabilité contractuelle ou non contractuelle ou de tous autres contentieux, saisines ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;
 - Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des juridictions de l'ordre judiciaire, qu'il s'agisse de juridictions civiles, pénales ou toutes autres juridictions spécialisées, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation dans le cadre de tout contentieux ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;
 - Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des autorités administratives indépendantes dans le cadre de toute procédure nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;

- Constitution de partie civile en vue d'obtenir réparation des préjudices personnels et directs subis par la ville du fait d'infractions pénales, ainsi que les consignations qui s'avèreraient nécessaires dans le cadre de ces procédures.

V – TABLEAU DES EMPLOIS COMMUNAUX : RECRUTEMENT D'UN ADJOINT ADMINISTRATIF ET D'UN ADJOINT TECHNIQUE:

Monsieur le Maire expose au Conseil que dans le cadre du remplacement d'un agent qui fait valoir ses droits à la retraite, il convient de réorganiser l'organigramme municipal afin de tenir compte d'une nouvelle répartition des tâches entre les services administratifs et techniques.

Le Conseil Municipal à l'unanimité, **décide**

- le recrutement d'un adjoint administratif à temps complet qui sera plus particulièrement chargé de l'urbanisme, de la gestion de la voirie et des réseaux, des cimetières, de la gestion du système de télé alerte...

- la création d'un poste d'adjoint technique à temps complet pour étoffer l'équipe en charge de l'entretien du patrimoine et du domaine communal, afin de décharger le responsable du service d'un certain nombre de tâches d'exécution et de recentrer sa mission sur l'encadrement de l'équipe technique et les relations avec le service administratif et la Direction générale.

VI – ESPACE JEUNESSE : DEMANDE DE SUBVENTIONS A L'AGGLOMERATION D'AGEN ET A LA CAF 47 :

Dans le cadre de sa compétence « Politique de la ville », l'Agglomération d'Agen dispose d'un régime d'aide à destination de ses communes membres et du tissu associatif de son territoire permettant le développement de projets « Cohésion Sociale » en fonctionnement et en investissement.

Au regard de la transformation de l'EPCI et de l'évolution des besoins, le régime d'intervention a été réactualisé et validé par le Conseil d'Agglomération en date du 30 septembre 2021.

L'action est dorénavant orientée autour des thématiques suivantes :

- L'égalité des chances : des projets visant à améliorer la condition sociale des personnes et réduire les inégalités d'accès aux droits.

- Un meilleur vivre ensemble : des projets visant à promouvoir l'inclusion et l'ouverture aux autres. Ils permettent de favoriser une meilleure cohésion entre les habitants.

- La citoyenneté : des projets visant à promouvoir la responsabilisation et l'appropriation du territoire par ses résidents.

Les actions entreprises maintenant depuis plusieurs années en direction des jeunes adolescents de Colayrac-Saint Cirq s'inscrivent pleinement dans ces 3 thématiques.

La création de l'ATEC (Association Temporaire d'Enfants Citoyens) « Espace Jeunes Colayrac » répond parfaitement à l'item « Citoyenneté » de par la responsabilisation et l'engagement des jeunes dans ce projet.

Les items « égalité des chances » et « meilleur vivre ensemble » sont également couverts par les principes de fonctionnement de notre accueil de loisirs : dès l'âge de 14 ans, les jeunes qui fréquentent notre structure sont dirigés vers le groupe « Ados » et prennent part à la conception et à la réalisation des animations, les préparant ainsi à interagir ensemble avec des objectifs communs et au bénéfice des plus jeunes.

Par ailleurs, les projets de séjours (en principe un séjour annuel) avec nuitées participent à la cohésion du groupe et permettent à des jeunes, garçons et filles à parité, de différentes conditions sociales de partager le temps d'un voyage les mêmes activités sans autre considération que le bien vivre ensemble.

Dans ce cadre, pour 2022, l'espace jeunes a préparé un séjour à Paris au mois d'avril pour découvrir la capitale, son patrimoine historique (Lieux, bâtiments, musés,...) et pour une journée un peu plus ludique, une virée à Disneyland.

Le budget global de ce séjour s'élève à 10 438,00 euros et concernera une vingtaine d'adolescents. Les participations demandées aux partenaires financiers sont les suivantes :

- Caisse d'Allocation Familiales (Fonds publics et Territoire)	3 000,00
- Agglomération d'Agen	2 469,00
- Commune de Colayrac-Saint Cirq	2 469,00

Le reste du financement sera assuré par la participation des familles et une contribution de l'ATEC

Le Conseil Municipal à l'unanimité, **décide :**

- d'émettre un avis favorable au projet de séjour 2022 du groupe Espace Jeunes Colayrac et à son plan de financement

- d'autoriser Monsieur le Maire à déposer les dossiers de subventions correspondants auprès de la CAF 47 et de l'Agglo d'Agen.

Monsieur le Maire félicite les élus en charge de cet Espace Jeunes, à savoir Frédéric Dujardin et Raoul Roudet, ainsi qu'Eric Novoa notre responsable jeunesse. A l'occasion de l'assemblée générale de l'ATEC, nous avons rencontré un groupe d'ados très motivés et plein de projets en lien avec les services municipaux. C'est très positif et valorisant pour les actions menées par notre service Jeunesse au sein de l'accueil de loisirs.

Monsieur Roudet confirme qu'il a beaucoup de plaisir à partager avec Frédéric Dujardin la responsabilité de ce projet et que cela fait beaucoup de bien de voir des jeunes s'impliquer et se prendre en main.

VII – DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES :

Monsieur DULIN rajoute que l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts dispose qu'il doit être créé entre l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) faisant application du régime fiscal de la Taxe Professionnelle Unique et les communes membres, une Commission Locale Chargée d'Evaluer les Transferts de charges (CLECT).

Cette commission est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées (*chaque Conseil Municipal disposant d'au moins un représentant*).

Cette commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées est uniquement chargée de procéder à l'évaluation du montant de la totalité de la charge financière transférée à l'EPCI et correspondant aux compétences dévolues à l'EPCI.

Suite à la délibération du Conseil Communautaire de l'Agglo d'Agen en date du 20 janvier 2022, il a été proposé que cette commission soit composée d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant par commune ; ces derniers devant être impérativement des conseillers municipaux, désignés par le conseil municipal.

Vu l'article L. 2121-333 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,

Vu l'arrêté n° 47-2021-12-16-002 du Préfet de Lot-et-Garonne en date du 16 décembre 2021, fixant la création du nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération d'Agen et de la communauté de communes Porte d'Aquitaine en Pays de serres.

Vu la délibération du Conseil Communautaire de l'Agglomération d'Agen en date du 20 janvier 2022, constitutive de la Commission Locale d'Evaluation des Champs Transférés de l'Agglomération d'Agen.

Le Conseil Municipal à l'unanimité, **désigne** un membre titulaire, Annie THÉPAUT, et un membre suppléant, Pascal de SERMET, pour représenter la commune de Colayrac-Saint Cirq au sein de cette instance.

VIII – REGIE DE RECETTES « SPECTACLES - ANIMATIONS » : SUPPRESSION :

Madame THÉPAUT rappelle au Conseil que par délibération en date du 10 juin 2011, le Conseil Municipal de Colayrac-Saint Cirq créait une régie de recettes dénommée « Spectacles - Animations » dont la vocation était de permettre « l'organisation de manifestations à vocation culturelle et /ou festive par la commission municipale culture-animation ».

Cette commission n'existant plus et ses attributions ayant été confiées à l'association « Culture- fête », il n'y a pas lieu de conserver une régie de recettes qui ne présente plus aucune opération depuis plusieurs années.

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 modifié

Vu les articles R.1617 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délibération du Conseil Municipal de Colayrac-Saint Cirq en date du 10 juin 2011 portant création de la régie de recettes « Spectacles - Animations ».

Le Conseil Municipal à l'unanimité, **décide :**

- la suppression de la régie de recettes « Spectacles - Animations »
- de transmettre la présente délibération au responsable de l'unité du Service de Gestion Comptable d'Agen.

IX – DESIGNATION DES MEMBRES AU SEIN DES 13 COMMISSIONS PERMANENTES DE L'AGGLOMERATION D'AGEN :

Par délibération en date du 20 janvier 2022, le Conseil de l'Agglomération d'Agen a voté en faveur de la création de treize (13) Commissions Permanentes et d'en valider leur dénomination telle que ci-dessous :

- Aménagement du territoire (infrastructures et SCOT) et Enseignement Supérieur et Recherche
- Cohésion Sociale, politique de la ville et gens du voyage
- Economie, emploi et transition numérique
- Transition écologique, collecte, valorisation des déchets et économie circulaire
- Logements, habitat, revitalisation des pôles de proximité et aménagement des centres-bourgs
- Transports et mobilités
- Voirie, pistes cyclables et éclairage public
- Eau, assainissement, GEMAPI, et Méthanisation
- Finances
- Urbanisme
- Politique de santé
- Tourisme
- Agriculture, ruralité et alimentation

Ces commissions sont chargées d'étudier et de proposer les affaires soumises au Bureau et au Conseil d'Agglomération.

Chaque commune membre dispose au sein de chacune des commissions permanentes d'un représentant et son suppléant désignés :

- soit parmi les conseillers communautaires,
- ou, à défaut, sur proposition de la commune, parmi les membres du conseil municipal de celle-ci.

Il convient aujourd'hui d'approuver la représentation de la commune de Colayrac-Saint Cirq au sein de ces Commissions Permanentes comme suit : 1 élus titulaire et 1 élus suppléant.

Vu l'article L5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.5211-40-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° DCA 008/2022 du Conseil de l'Agglomération d'Agen en date du 20 Janvier 2022 approuvant le création des Commissions Permanentes de l'Agglomération d'Agen.

Vu le titre II des Statuts de l'Agglomération d'Agen, relatif à la « Gouvernance », applicables depuis le 1er Janvier 2022,

Le Conseil Municipal à l'unanimité, **décide** :

- de ne pas recourir au scrutin à bulletin secret,
- de désigner les membres au sein des 13 commissions permanentes de l'Aggloération d'Agen comme indiqué ci-dessous :

NOM DE LA COMMISSION	ELUS TITULAIRES PROPOSES	ELUS SUPPLEANTS PROPOSES
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (INFRASTRUCTURES ET SCOT) ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE	Frédéric DUJARDIN	Orlane LIRIA
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE ET GENS DU VOYAGE	Raoul ROUDET	Annie THÉPAUT
ECONOMIE, EMPLOI ET TRANSITION NUMERIQUE	Annie THÉPAUT	Dominique DECUPPER
TRANSITION ECOLOGIQUE, COLLECTE, VALORISATION DES DECHETS ET ECONOMIE CIRCULAIRE	Claude DULIN	Frédéric DUJARDIN
LOGEMENTS, HABITAT, REVITALISATION DES POLES DE PROXIMITE ET AMENAGEMENT DES CENTRES-BOURGS	Charlène CAZAU	Jean-Pierre ANTONIOLI
TRANSPORTS ET MOBILITES	Claude DULIN	Jean-Marie VANZEMBERG
VOIRIE, PISTES CYCLABLES ET ECLAIRAGE PUBLIC	Michel BAUVY	Benoît AURICES
EAU, ASSAINISSEMENT, GEMAPI ET METHANISATION	Michel BAUVY	Gilles BALDAN
FINANCES	Annie THÉPAUT	Dominique DECUPPER
URBANISME	Charlène CAZAU	Gilles BALDAN
POLITIQUE DE SANTE	Claude DULIN	Ghislaine VICO
TOURISME	Frédéric DUJARDIN	Benoît AURICES
AGRICULTURE, RURALITE ET ALIMENTATION	Claude DULIN	Benoît AURICES

X – MARCHÉ DE RESTAURATION COLLECTIVE : PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIÉTÉ ELRES (ELIOR) :

Monsieur Roudet informe l'assemblée que le marché 2019SAS01 « Restauration collective » est un groupement de commande entre la Ville d'Agen (coordonnateur), l'Agglomération d'Agen ainsi que plusieurs communes de l'Agglomération d'Agen dont Colayrac-Saint Cirq et plusieurs communes hors Agglomération et des associations.

Ce marché a été notifié le 30 juillet 2019 pour une durée de 2 ans, renouvelable une fois.

La crise sanitaire COVID-19 a entraîné une interruption partielle de l'activité de restauration collective pendant la période du 16 mars 2020 au 11 mai 2020.

A la suite de cette interruption partielle d'activité, la Société ELRES a sollicité, par un courrier en date du 11 décembre 2020, la Ville d'Agen en tant qu'autorité coordinatrice du groupement, afin de recevoir une indemnité pour compenser le bouleversement économique du marché sur le fondement de la théorie de l'imprévision.

En effet l'article 1195 du Code Civil dispose que « Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent demander d'un commun accord au Juge de procéder à l'adaptation du contrat. A défaut, une partie peut demander au Juge d'y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe ».

Aucune stipulation contractuelle ne régit l'interruption, même partielle, de l'activité. Pour autant, suite à plusieurs échanges entre les parties, celles-ci ont évalué l'impact financier de cette interruption de service et l'indemnité compensatrice qui en découle.

La société ELRES a démontré un déficit d'exploitation sur la période fiscale allant du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020 de **310 316 €** qui s'explique par une diminution importante des ressources d'exploitation (-623 149 €) non compensée par l'économie de charges réalisée sur la période (-250 546 €).

Par conséquent, sur le fondement de la théorie de l'imprévision, le groupement de commandes a décidé d'indemniser la société ELRES. Cette indemnité est fixée à **77 569 €** et elle sera partagée entre les membres du groupement à hauteur de la production du nombre de repas sur une année non impactée par la crise sanitaire, soit du 1er septembre 2018 au 31 août 2019.

Pour Colayrac-Saint Cirq le montant de la compensation à verser est de 3 783,35 € pour 35 799 repas servis, soit 0,11€/couvert.

Le Conseil Municipal par 19 voix pour et une abstention, **décide**

- d'accepter le principe de l'indemnisation de la société ELRES sur le fondement de la théorie de l'imprévision pour un montant de 3 783,35 €

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole transactionnel correspondant avec la société ELRES, protocole statuant définitivement sur cette affaire sans autres possibilités de recours.

- de dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2022 au chapitre 67 « charges exceptionnelles ».

Monsieur le Maire regrette que la négociation avec la société ELRES n'ait été menée que par la seule ville d'Agen sans en référer aux autres membres du groupement de commande. Nous sommes mis devant le fait accompli.

Monsieur Roudet acquiesce mais trouve que, sur le fond la demande de la société est légitime car depuis le début de la crise du Covid les commandes de repas ont chuté et la gestion au jour le jour des fermetures de classe est un casse-tête pour les prévisions de commandes.

Monsieur Decupper n'est pas d'accord sur le principe car bon nombre de sociétés ont eu des difficultés pendant cette crise sans pour autant être indemnisées de la sorte. C'est la raison pour laquelle il s'est abstenu sur cette délibération.

QUESTIONS DIVERSES

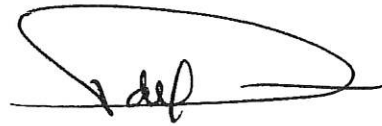
Aucune question diverse n'étant soulevée, la séance est levée à 20 heures 30.

Le Secrétaire de séance

A stylized, cursive handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Banos', with a long horizontal flourish extending to the right.

Jérémy BANOS

Le Maire

A stylized, cursive handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. de Sermet', with a large loop at the top and a horizontal flourish at the bottom.

Pascal de SERMET